



Strasbourg, le 7 juin 2018

CDPC(2018)11

# COMITÉ EUROPÉEN POUR LES PROBLÈMES CRIMINELS (CDPC)

---

## LISTE DES DÉCISIONS

### 74<sup>e</sup> SESSION PLÉNIÈRE

Strasbourg, 5-7 juin 2018

Conseil de l'Europe  
Palais  
Salle 9

---

Le Comité européen pour les problèmes criminels (ci-après le CDPC), réuni à Strasbourg sous la présidence de M. Slawomir Buczma (Pologne), a décidé :

#### 1. Ouverture de la réunion

- de prendre note de la déclaration liminaire de M. Jan Kleijssen, directeur de la Direction de la société de l'information et de l'action contre la criminalité, qui relève elle-même de la Direction générale Droits de l'homme et État de droit, qui a commencé par féliciter M. Slawomir Buczma de sa présidence du comité. Le directeur rend hommage à M. Eugenio Selvaggi, président du CDPC de 2003 à 2005 et membre et président du PC-OC. Il informe le comité qu'il sera rendu hommage, lors de la session extraordinaire visant à célébrer le 60<sup>e</sup> anniversaire de la Convention européenne d'extradition qui se tiendra le 20 juin, à M. Selvaggi auquel la Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe (CdE) remettra, à titre posthume, une médaille Pro Merito. Il informe aussi le CDPC de l'évolution récente des travaux et des activités du CdE, notamment : a) de l'adoption, le 4 avril 2018 par le Comité des Ministres (CM) du CdE, de la recommandation concernant les enfants de détenus et de la décision de plusieurs pays de faire traduire le texte dans leur langue nationale, de le diffuser et de s'en servir dans leurs activités avec ces enfants et leur famille. Il appelle toutes les délégations à en faire de même, car une fois adopté le texte normatif doit être appliqué, ce qui relève des autorités nationales ; b) de l'adoption par la conférence de haut niveau, tenue les 12 et 13 avril 2018 à Copenhague à l'initiative de la

présidence danoise du CM, de la Déclaration de Copenhague qui réaffirme la notion de responsabilité partagée et les principes de subsidiarité visant à atteindre un équilibre entre les niveaux national et européen du système de la Convention et une meilleure protection des droits, avec une meilleure prévention et des recours effectifs disponibles au niveau national. Il est réaffirmé que l'exécution effective des arrêts de la Cour au niveau national relève de la responsabilité des États, car l'ineffectivité de la mise en œuvre, due en particulier à « des problèmes systémiques et structurels graves de droits de l'homme, demeure le principal défi auquel se heurte le système de la Convention » ; c) de la question de l'intelligence artificielle qui est un domaine d'intérêt clé en Europe et dans le monde. L'intervenant estime que le CDPC peut et doit jouer un rôle important dans ce domaine, car il est dans l'intérêt de tous les États membres du CdE de discuter, plus en détail, avec ce comité des répercussions du droit pénal et de la responsabilité des dispositifs d'intelligence artificielle, comme les véhicules autonomes. Pour finir, M. Klejssen informe le CDPC que le CdE se trouve dans une situation financière difficile et réaffirme qu'il n'est pas exclu que les pressions budgétaires aient un effet sur les travaux du comité ;

## **2. Adoption du projet d'ordre du jour**

- d'adopter l'ordre du jour sans modification (la liste des participants et l'ordre du jour figurent respectivement aux annexes I et II) ;

## **3. Activités et priorités du CDPC pour 2018-2019**

- d'approuver la proposition du Bureau relative à l'organisation des futures réunions plénières qui se concentreront sur deux ou trois sujets au maximum, sachant que les autres points importants resteront inscrits à l'ordre du jour, si besoin est. Cette nouvelle approche sera appliquée dès sa réunion plénière du 28 novembre 2018 qui comprendra une séance thématique sur l'intelligence artificielle et la responsabilité pénale dans les États membres du CdE ;

## **4. Activités en lien avec le crime organisé transnational (COT) : plan d'action**

- de prendre note des informations données par M. Jesper Hjortenber, coordinateur du CDPC pour les questions liées au crime organisé transnational (ci-après COT), et par M. Oscar Alarcón-Jiménez, du secrétariat, sur l'évolution de la mise en œuvre du Plan d'action sur le COT, en particulier : a) l'issue de la première réunion du groupe de rédaction sur la révision de la Recommandation Rec (2005)9 relative à la protection des témoins et des collaborateurs de justice tenue les 19 et 20 avril 2018 à Paris ; b) l'examen des déclarations/réserves aux conventions du CdE sur la coopération internationale en matière pénale. À ce sujet, le PC-OC a établi deux documents comprenant : 1) la liste des réserves aux Conventions d'extradition, d'entraide judiciaire et de transfert de procédure ainsi qu'à la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et à celle sur le transfèrement des personnes condamnées et 2) une évaluation de ces réserves. Afin de recenser les réserves et les déclarations qui font obstacle à une coopération efficace, y compris en matière de lutte contre le COT, le PC-OC a constitué trois groupes de travail. Chaque groupe se consacre à un groupe de traités et a dressé, pour chaque État partie, une liste approuvée des réserves et/ou des déclarations qui pourraient être désuètes et/ou faire obstacle à une coopération efficace. Ces listes seront jointes à une lettre qui sera adressée à l'expert de chaque pays auprès du PC-OC, lequel sera invité à demander à l'autorité compétente de la Partie concernée de revoir les réserves et les déclarations faites par rapport aux traités en question en vue de leur actualisation ou retrait éventuels. Une fois les lettres envoyées, les experts des États concernés auprès du PC-OC informeront le comité réuni en plénière de la suite à donner ;

## **5. Conseil de coopération pénologique (PC-CP) – Échange de vues avec le président, M. Dominik Lehner**

- d'avoir un échange de vues avec le président du PC-CP, M. Dominik Lehner, au sujet des tâches et des activités menées par le PC-CP depuis décembre 2017 et de celles qui sont prévues avant sa prochaine réunion plénière ;

### **a. 23<sup>e</sup> Conférence du Conseil de l'Europe des directeurs de services pénitentiaires et de probation, Jõhvi, Estonie (19-20 juin 2018)**

- de remercier le ministère estonien de la Justice et son administration pénitentiaire d'accueillir

cette importante manifestation et de prendre note du projet de programme et de la liste des orateurs ;

**b. Recrutement et formation du personnel des services pénitentiaires et de probation**

- de prendre note du document PC-CP (2018) 5Rev et des informations du président sur le calendrier de rédaction du manuel de recrutement et de formation du personnel des services pénitentiaires et de probation ;

**c. Justice restauratrice**

- d'achever et d'approuver le projet de recommandation relative à la justice restauratrice en matière pénale et de charger le secrétariat de le transmettre au Comité des Ministres pour adoption ;
- d'achever et d'adopter le projet de commentaire de la recommandation et de le transmettre au Comité des Ministres pour information ;

**d. Révision du commentaire des Règles pénitentiaires européennes et mise à jour éventuelle de certaines règles**

- de terminer et d'adopter le commentaire révisé des Règles pénitentiaires européennes et de charger le secrétariat de le transmettre au CM pour approbation ;
- de charger le PC-CP d'élaborer des avant-projets de textes modifiant les règles ci-après des RPE sur : l'isolement cellulaire (n<sup>os</sup> 3, 24, 53 et 60.5), les femmes (n<sup>o</sup> 34), les requêtes et les plaintes (n<sup>o</sup> 70), l'inspection et le contrôle (n<sup>os</sup> 92 et 93), les ressortissants étrangers (n<sup>o</sup> 37), les effectifs suffisants (n<sup>os</sup> 71 à 91), les moyens de contrainte (n<sup>o</sup> 68), les informations à consigner et la gestion des dossiers (n<sup>o</sup> 15.1) ainsi que certaines modifications techniques dans le préambule aux fins d'alignement avec les tout derniers arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, les normes du CPT et l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) ;
- d'examiner les propositions de projets de textes modifiés des règles et le commentaire les accompagnant à l'une de ses sessions plénières ;

**6. Surpopulation carcérale**

- de prendre note du document CDPC (2018) 7 et des informations communiquées par la présidente du sous-groupe du CDPC sur la surpopulation carcérale, Mme Marjorie Bonn (Pays-Bas) ;
- d'approuver les propositions figurant dans le document susmentionné au sujet de la tenue et du programme d'une conférence de haut niveau du CdE en 2019 associant toutes les parties prenantes : ministères de la Justice, services pénitentiaires et services de probation, juges et procureurs ;
- d'encourager le sous-groupe à étudier plus en détail une approche pluridisciplinaire pour cette éventuelle conférence et d'élaborer les documents de travail correspondants et un projet d'ordre du jour ;

**7. Comité d'experts sur le fonctionnement des conventions européennes sur la coopération dans le domaine pénal (PC-OC) – Échange de vues avec le président, M. Erik Verbert**

- d'avoir un échange de vues avec M. Erik Verbert (Belgique), président du PC-OC, sur les dernières activités menées par le comité qui tiendra sa prochaine réunion plénière du 19 au 21 juin 2018. L'attention a en particulier été attirée sur :

1. la mise en œuvre du Plan d'action sur le crime organisé transnational par le PC-OC [PC-OC 2016)05] ;

2. la Convention européenne d'extradition :

- organisation d'une session extraordinaire le 20 juin consacrée au développement de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme en matière de procédures d'extradition et à la question des assurances diplomatiques dans ce contexte,
- publication des réponses à une question sur le recours à des solutions de substitution à la détention dans les affaires d'extradition et examen du projet de lignes directrices à ce sujet par le PC-OC,

- examen de l'avant-projet de lignes directrices du PC-OC relatives à la communication en temps utile aux Parties demandant l'extradition d'informations sur la détention ou les mesures de restriction imposées à la personne recherchée ;

3. les faits nouveaux relatifs à la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées, y compris par l'examen de projets d'éléments de mise à jour ou de consolidation des recommandations existantes ;

4. la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, en particulier l'évaluation de l'application du deuxième Protocole additionnel et l'examen de la question de l'entraide judiciaire aux fins d'action contre des personnes morales ;

## **8. Révision des dispositions types – questions liées aux sanctions administratives**

- d'examiner le questionnaire établi par l'expert sur la question des sanctions administratives, de proposer des modifications de sa structure, notamment par rapport à sa longueur ;
- de charger le Bureau d'examiner la version révisée à sa prochaine réunion et de l'envoyer ensuite à toutes les délégations du CDPC ;

## **9. Victimes**

- de prendre note du document de travail élaboré par le secrétariat sur les résultats du questionnaire concernant la Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes et des propositions de suivi ;
- de discuter de ses travaux ultérieurs sur la question plus générale du rôle des victimes dans le système de justice pénale et d'avoir un échange de vues avec Mme Suzan van der Aa sur la portée éventuelle d'un instrument non contraignant à ce sujet ;
- de demander à Mme van der Aa d'élaborer un projet succinct de questionnaire sur cette question pour examen de son Bureau sur la base des discussions menées. Le questionnaire devrait viser à plus de clarté par rapport aux expériences pratiques des États membres dans la mise en œuvre des instruments existants du Conseil de l'Europe ;
- de l'envoi à toutes les délégations du projet de questionnaire une fois ce dernier approuvé par le Bureau ;

## **10. Liens entre le crime organisé et le terrorisme**

- de prendre note des informations communiquées par le secrétariat sur l'organisation de la première réunion du Groupe de travail conjoint sur les liens entre le crime organisé et le terrorisme qui se tiendra le 10 octobre 2018 à Paris ;
- de noter que les délégations de [la Belgique, la Croatie, Chypre, la République tchèque, la France, la Grèce, l'Italie, la Fédération de Russie, la Serbie, la Tunisie et l'Ukraine] ont fait part de leur souhait de nommer des experts au groupe de travail conjoint (CDPC-CDCT) ;

## **11. Terrorisme**

- de prendre note des informations communiquées par le secrétariat sur les toutes dernières activités menées dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, en particulier la Stratégie du Conseil de l'Europe contre le terrorisme (2018-2022) en mettant en évidence les principaux axes des activités devant être menées par le CDCT et d'autres comités compétents pendant la période indiquée ;

## **12. Trafic illicite de migrants**

- de prendre note des informations communiquées par le secrétariat sur l'organisation de la première réunion de deux groupes de travail composés d'un nombre restreint d'experts traitant a) des mesures préventives et b) des mesures pratiques visant à améliorer la coopération internationale, qui aura lieu du 21 au 23 juin à Paris ;
- de charger son Bureau de suivre de près les résultats et les réalisations de ces deux groupes à sa prochaine réunion et de rendre compte à sa prochaine réunion plénière ;

## **13. Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY)**

- d'avoir un échange de vues avec M. Alexander Seger, secrétaire du T-CY, sur les récents travaux menés dans le domaine de la cybercriminalité, en particulier la rédaction du

---

deuxième protocole additionnel à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité ;

**14. Avis du CDPC sur la Recommandation 2121 (2018) de l'APCE – Pour une Convention européenne sur la profession d'avocat**

- de noter qu'il a été invité par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe à émettre un avis sur la Recommandation 2121 (2018) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe intitulée : Pour une Convention européenne sur la profession d'avocat et d'approuver la décision du Bureau d'attendre les avis d'autres comités du CdE, en particulier du CDCJ, sur la question de la rédaction d'une convention sur la profession d'avocat avant de rendre le sien ;

**15. Informations fournies par le secrétariat**

- de prendre note des informations fournies par le secrétariat sur les points subsidiaires a à d ;

**16. Questions diverses**

- de souhaiter la bienvenue à Mme Beatrice Gabriela Ioan, présidente du Comité de bioéthique (DH-BIO), de la remercier de la présentation qu'elle a faite du guide sur l'interdiction du profit relatif au corps humain et à ses parties provenant de donneurs vivants ou décédés et d'avoir un échange de vues sur des questions présentant un intérêt commun ;

**17. Dates des prochaines réunions**

- de tenir sa 75<sup>e</sup> réunion plénière du 27 au 29 novembre 2018.

**ANNEXE I**

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 7 June 2018  
[CDPC plenary/2018 plenary\_1/oj lp/cdpc list of participants]

CDPC (2018) LP 1 Fin (Bil)

**EUROPEAN COMMITTEE ON CRIME PROBLEMS  
COMITE EUROPEEN POUR LES PROBLEMES  
CRIMINELS  
(CDPC)**

---

**74th Plenary Session / 74ème Session plénière**

**Strasbourg, 5 – 7 June / 5 – 7 juin 2018**

**Council of Europe  
Main Building / bâtiment principal  
Room 9 / Salle 9**

**List of participants / liste des participants**

---

---

**MEMBER STATES / ETATS MEMBRES**

**ALBANIA / ALBANIE**

\*\*No nomination / Pas de nomination

**ANDORRA / ANDORRE**

M. Alfons C. ALBERCA SANVICENS, Procureur Général, Avda. Tarragona núm. 62, Edifici Les Columnes  
Code Postal AD500, Andorra la Vella – PRINCIPAT D'ANDORRA

**ARMENIA / ARMÉNIE**

Mr Hovhannes POGHOSYAN, Deputy Head of Headquarters, Head of International Cooperation Department,  
Police of the Republic of Armenia, 0025 YEREVAN, str.Nalbandyan 130, Republic of Armenia

**AUSTRIA / AUTRICHE**

LStA MMag. Barbara GÖTH-FLEMMICH, Leiterin der Abteilung für Internationales Strafrecht, Director - Division  
for International Penal Law, Bundesministerium für Justiz, Museumstraße 5, 1070 Wien

**AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN**

Apologised/Excusé

**BELGIUM / BELGIQUE**

M. Steven LIMBOURG, Adviseur-generaal, Service public fédéral Justice, Direction générale Législation,  
Direction Pénale, Waterloolaan 115, boulevard de Waterloo, 1000 Bruxelles

**BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE**

Mr Nenad EŠPEK, Expert associate for the fight against cybercrime, Section for combating organized crime and  
corruption, Ministry of Security of Bosnia and Herzegovina, Trg Bosne i Hercegovine 1, 71 000 Sarajevo

**BULGARIA / BULGARIE**

Mr Petar RASHKOV, Head of Justice Section, Permanent Representation of Bulgaria to the EU, Square Marie-  
Louise 49, 1000-Bruxelles

**CROATIA / CROATIE**

Mr Dinko KOVAČEVIĆ, dipl. iur, Head of Sector, Directorate for Criminal Law, Sector for Criminal Records, Pardon,  
Victims and Witnesses Support, Ministry of Justice, Directorate for Criminal Law and Probation, Ulica grada  
Vukovara 49, 10 000 Zagreb

**CYPRUS / CHYPRE**

Ms Elena KLEOPA, Attorney of the Republic, Law Office of the Republic of Cyprus, Apelli 1, 1403 Nicosia, Cyprus  
Tel. +35722889110 Fax +35722665080  
E-mail: ekleopas@law.gov.cy

**CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE**

Ms Helena LISUCHOVA, Head of the International Cooperation Department, Ministry of Justice, Vyšehradská 16,  
CZ - 128 10 PRAGUE 2

**DENMARK / DANEMARK**

Mr Jesper HJORTENBERG, National Member of Denmark for EUROJUST, Maanweg 174, 2516 AB The Hague, The Netherlands

**ESTONIA / ESTONIE**

Mr Tanel KALMET, Head of Penal Law and Procedure Division, Ministry of Justice, Tõnismägi 5a, EE - 15191 TALLINN

**FINLAND / FINLANDE**

Ms Katariina JAHKOLA, Ministry of Justice, Counsellor of Government/Head of the Prosecution and Criminal Sanctions Unit

**FRANCE**

Mme Emmanuelle WACHENHEIM, Ministère de la justice – Direction des affaires criminelles et des grâces, Chargée de mission auprès du sous-directeur de la négociation et de la législation pénales, Ministère de la justice, 13, place Vendôme, 75042 PARIS Cedex

**GEORGIA / GÉORGIE**

M. Irakli DONDOLADZÉ, Chef adjoint du Département Juridique, Parquet Principal de la Géorgie, Ministère de la Justice de la Géorgie, 24, rue Gorgassali, GE-0133 TBILISSI

**GERMANY / ALLEMAGNE**

Dr. Hans-Holger HERRNFELD, Federal Ministry of Justice and for Consumer Protection, Criminal Law Department - Unit IIB6, European Public Prosecutors Office, European Criminal Law Policy, Mohrenstr. 37, 10117 Berlin

**GREECE / GRÈCE**

Ms Eleni KECHAGIA, Judge (President of Court) at the Court of the First Instance of Corfu, Kolokotroni Street, 49100 Corfu

**HUNGARY / HONGRIE**

Dr Tünde FORMAN, Head of Department, Department of International Criminal Law and Human Rights, Ministry of Justice, 1055 Budapest, Kossuth Lajos tér 2-4, Hungary

**ICELAND / ISLANDE**

Apologised/Excusé

**IRELAND / IRLANDE**

Mr Conor NELSON, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Ireland to the Council of Europe, 11, boulevard du Président Edwards - 67000 Strasbourg

**ITALY / ITALIE**

Mr Lorenzo SALAZAR, Sostituto Procuratore Generale, Punto di contatto della Rete Giudiziaria Europea (EJN) e Corrispondente nazionale dell'Eurojust, Procura Generale presso la Corte di Appello di Napoli, Palazzo di Giustizia, P.zza Cenni 1 - 80143 Napoli (NA)



**LATVIA / LETTONIE**

Ms Indra GRATKOVSKA, Head of the Criminal Law Department, Ministry of Justice, Brivibas blvd. 36, LV – 1536 RIGA

**LIECHTENSTEIN**

Ms Vera HASLER, Judge at the Princely Court, Spaniagasse 1, FL-9490 Vaduz

**LITHUANIA / LITUANIE**

Ms Simona MESONIENĖ, Director, Administrative and Criminal Justice Department, Ministry of Justice of the Republic of Lithuania

**LUXEMBOURG**

Gil GOEBBELS, Attaché, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, Ministère de la Justice, Secrétariat général, Direction des affaires pénales, Centre administratif Pierre Werner, 13, rue Erasme, L – 1468 Luxembourg-Kirchberg

**MALTA / MALTE**

Mr Stefano FILLETTI, Head of Criminal Law Department, Faculty of Laws, University of Malta, Msida MSD 2080

**REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA**

Ms Diana ROTUNDU, Prosecutor Chief of the Unit of International Cooperation, European Integration and Protocol, General Prosecutor's Office of the Republic of Moldova

**MONACO**

\*\*No nomination / Pas de nomination

**MONTENEGRO**

Mr Ognjen MITROVIC, Head of Division for International Judicial Cooperation, Directorate for International Judicial Cooperation and Projects, Ministry of Justice

**NETHERLANDS / PAYS-BAS**

Ms Marjorie BONN, Senior legal adviser, Ministry of Security and Justice, Department for legislation and legal affairs, Section criminal law, Turfmarkt 147, 2500 EH Den Haag, The Netherlands

**NORWAY / NORVÈGE**

**Apologised/Excusé**

**POLAND / POLOGNE**

Dr Sławomir BUCZMA, National Expert, General Secretariat of the Council of the European Union, Rue de la Loi, 175, B-1048 Brussels, Belgium

Ms. Monika STEFANIAK-DĄBROWSKA, Judge seconded to Ministry of Justice,

**PORTUGAL**

Mr António FOLGADO, Head of Division for Criminal Justice, International Affairs Department, Directorate General for Justice Policy, Ministry of Justice

**ROMANIA / ROUMANIE**

Florin-Răzvan RADU, Minister plenipotentiary, JHA Counsellor – Justice, Criminal Justice, Judicial Cooperation in Criminal matters (COPEN), Justice Scoreboard, Permanent Representation of Romania to the European Union, Avenue Cortenbergh 107, 1000 Bruxelles

**RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Mr Sergey TARASENKO, Deputy Director of the Department of the New Challenges, Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation, 32/34 Smolenskaya-Sennaya Square, 21200 Moscow (Head of the Delegation)

Ms Saglar OKONOVA, Second Secretary of the Department of the New Threats and Challenges, Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation

Mr Vladimir ZIMIN, Senior Assistant of the Attorney General

Mr Dmitry SHALYAGIN, Representative of the Ministry of Interior Affairs

Mr Andrey SHMIDKO, First Deputy Head of the Division of the Federal Penitentiary Service

Mr Artyom KULINTSOV, Employee of the International Division of the Federal Penitentiary Service

Mr Anton MARKOVSKIY, Deputy to the Permanent Representative of Russia to the Council of Europe

**SAN MARINO / SAINT-MARIN**

\*\*No nomination / Pas de nomination

**SERBIA / SERBIE**

Mr. Jovan COSIC, Assistant Minister, Department for Normative Affairs, Ministry of Justice, Nemanjina Street 22-26, 11000 Belgrade

**SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE**

Mr Alexander KUNOŠÍK, Ministry of Justice of the Slovak Republic, Župné námestie 13,813 11, Bratislava

**SLOVENIA / SLOVÉNIE**

Ms Maja VELIČ, Office for International Cooperation and Mutual Legal Assistance, Ministry of Justice of the Republic of Slovenia, Župančičeva ulica 3, 1000 Ljubljana

**SPAIN / ESPAGNE**

Ms Irene FUENTETAJA COBAS, Deputy Assistant Director General for Justice Affairs in the EU and IIOO Ministry of Justice, C/ San Bernardo, 62. 28071, Madrid

**SWEDEN / SUÈDE**

Ms Johanna GUSTAFSSON, Legal adviser, Division for Criminal Law, Ministry of Justice, Regeringskansliet, SE-103 33 Stockholm

**SWITZERLAND / SUISSE**

Mme Anita MARFURT, Juriste, Département fédéral de justice et police, Office fédéral de la justice, Unité Droit pénal international, Bundesrain 20, CH – 3003 BERNE

M. Bernardo STADELMANN, Juriste, Sous-directeur, Département fédéral de justice et police, Office fédéral de la justice, Chef du Domaine de direction Droit pénal, Bundesrain 20, CH-3003 Berne

**“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” /**  
**“L’EX-REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACEDOINE”**

**Apologised/Excusé**

**TURKEY / TURQUIE**

Mr Harun MERT, Head of Delegation, Judge, Director-General, Directorate General of International Law and External Relations, Ministry of Justice

Mr Mehmet Soner ÖZOĞLU, Judge in the 'Directorate General for International Law and External Relations, Ministry of Justice

**UKRAINE**

Mrs Kateryna G. SHEVCHENKO, Head of the International Legal Cooperation Department,  
Deputy Head of the Directorate for International Law, Ministry of Justice of Ukraine, str. Horodetskogo 13, UA - 01001 KYIV

**UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

**Apologised/Excusé**

---

**CDPC BUREAU / BUREAU DU CDPC**  
**(CDPC-BU)**

**AUSTRIA / AUTRICHE**

LStA MMag. Barbara GÖTH-FLEMMICH, Leiterin der Abteilung für Internationales Strafrecht, Director - Division for International Penal Law, Bundesministerium für Justiz, Museumstraße 5, 1070 Wien

**CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE****Vice-Chair of the CDPC/Vice-Présidente du CDPC**

Ms Helena LISUCHOVA, Head of the International Cooperation Department, Ministry of Justice, Vyšehradská 16, CZ - 128 10 PRAGUE 2

**DENMARK / DANEMARK**

Mr Jesper HJORTENBERG, National Member of Denmark for EUROJUST, Maanweg 174, 2516 AB The Hague, The Netherlands

**GERMANY / ALLEMAGNE**

Dr. Hans-Holger HERRNFELD, Federal Ministry of Justice and for Consumer Protection, Criminal Law Department - Unit IIB6, European Public Prosecutors Office, European Criminal Law Policy, Mohrenstr. 37, 10117 Berlin

**POLAND / POLOGNE****Chair of the CDPC / Président du CDPC**

Mr Sławomir BUCZMA, National Expert, General Secretariat of the Council of the European Union, Rue de la Loi, 175, B-1048 Brussels, Belgium

**SLOVENIA / SLOVÉNIE****Apologised/Excusé**

Ms Tanja TRTNIK, Senior Adviser, Ministry of Justice of the Republic of Slovenia, Župančičeva 3, 1000 Ljubljana

**SWITZERLAND / SUISSE**

Mme Anita MARFURT, Juriste, Département fédéral de justice et police, Office fédéral de la justice, Unité Droit pénal international, Bundesrain 20, CH – 3003 BERNE

\* \* \* \*

**COMMITTEE OF EXPERTS ON THE OPERATION OF EUROPEAN CONVENTIONS ON  
CO-OPERATION IN CRIMINAL MATTERS / COMITE D'EXPERTS SUR LE FONCTIONNEMENT DES  
CONVENTIONS EUROPEENNES DANS LE DOMAINE PENAL (PC-OC)**

Mr Erik VERBERT **Chair of the PC-OC / Président du PC-OC**  
Senior Deputy Legal Adviser, Central Authority, DG Legislation, Ministry Federal Public Service Justice, 115  
Boulevard de Waterloo, B - 1000 BRUSSELS

**COUNCIL FOR PENOLOGICAL CO-OPERATION /  
CONSEIL DE COOPERATION PENOLOGIQUE (PC-CP)**

Dr. Dominik LEHNER **Chair of the PC-CP / Président du PC-CP**  
President, Expert Committee on Offender Risk Assessment Northwest & Central Switzerland,  
Elisabethenstrasse 53, 4051 Basel, Switzerland

Dr. Ian D. MARDER, Ph.D. student and Graduate Teaching Assistant, Centre for Criminal Justice Studies, Centre  
for Law and Social Justice, School of Law, The Liberty Building, University of Leeds, LS2 9JT, United Kingdom

Mr Dirk VAN ZYL SMIT, Professor of Comparative and International Penal Law, School of Law, University of  
Nottingham, University Park, GB Nottingham NG7 2RD, United Kingdom

**EUROPEAN COMMITTEE ON LEGAL CO-OPERATION / COMITÉ EUROPÉEN DE COOPÉRATION  
JURIDIQUE (CDCJ)**

Mr Maciej LEWANDOWSKI, Legislative Department, Minister Counsellor, Ministry of Justice

**COMMITTEE ON BIOETHICS (DH-BIO) / LE COMITE DE BIOETHIQUE (DH-BIO)**

Mrs Beatrice Gabriela IOAN, Chair of the Committee on Bioethics (DH-BIO), Associate Professor, President of the  
Bioethics Commission of the Romanian College of Physicians, Institutul de Medicina Legala, str. Bunavestire nr. 4,  
IASI, Romania

\* \* \* \* \*

**EXPERTS / INTERVENANTS**

Dr. Ian D. MARDER, Ph.D. student and Graduate Teaching Assistant, Centre for Criminal Justice Studies, Centre  
for Law and Social Justice, School of Law, The Liberty Building, University of Leeds, LS2 9JT, United Kingdom

Mr Dirk VAN ZYL SMIT, Professor of Comparative and International Penal Law, School of Law, University of  
Nottingham, University Park, GB Nottingham NG7 2RD, United Kingdom

Prof. Suzan VAN DER AA, PhD, LL.M., Maastricht University, Faculty of Law, Bouillonstraat 3, 6211 LH Maastricht,  
The Netherlands

Ms Elodie SELLIER, Centre for European Union Law, Institute of European Studies, Université libre de Bruxelles, 39  
avenue Franklin Roosevelt, 1050 Brussels, Belgium

\* \* \* \* \*

**OBSERVERS WITH THE COUNCIL OF EUROPE /**  
**OBSERVATEURS AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**HOLY SEE / SAINT-SIÈGE**

Maître Jean PAILLOT, 7 rue Brûlée, 67000 Strasbourg

**JAPAN / JAPON**

M. Kosuke YUKI, Consul, Consulat Général du Japon à Strasbourg, 20 Place des Halles, 67000 STRASBOURG

Mlle Kumiko NIITSU, Chargée de Mission au Consulat Général du Japon

**MEXICO / MEXIQUE**

M. José Humberto LÓPEZ PORTILLO, Attaché for Legal Affairs, Legal Office of the Attorney General of Mexico (PGR) in Europe

Mme María Noemí HERNÁNDEZ TÉLLEZ, Deputy Permanent Observer of Mexico to the Council of Europe/  
Observateur Permanent Adjoint du Mexique auprès du Conseil de l'Europe, Mission Permanente du Mexique  
auprès du Conseil de l'Europe / Permanent Mission of Mexico to the Council of Europe, 5, Boulevard du Président  
Edwards, 67000 Strasbourg

Mme. María de Lourdes OCHOA DE LA TORRE

**OBSERVERS WITH THE COMMITTEE /**  
**OBSERVATEURS AUPRES DU COMITE**

Mme Imane AMELLAL, Magistrat, Direction des affaires pénales et de grâce, Ministère de la Justice, Maroc

**SECRETARIAT OF THE COUNCIL OF EUROPE /**  
**SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**Directorate General of Human Rights and Rule of Law /**  
**Direction Générale des droits de l'Homme et Etat de Droit**

Mr Jan KLEIJSEN	Director, Information Society and Action against Crime Directorate / Directeur, Direction de la Société de l'Information et de la Lutte contre la Criminalité
Mr Ivan KOEDJIKOV	Head of Action against Crime Department / Chef de la Service de la Lutte contre la Criminalité
Mr Carlo CHIAROMONTE	Head of Criminal Law Division / <b><u>Secretary to the CDPC</u></b> Chef de la Division du droit pénal / <b><u>Secrétaire du CDPC</u></b>
Ms Iliana TANEVA	Deputy Head of Criminal Law Division / Secretary to the PC-CP Chef adjoint de la Division du droit pénal / Secrétaire du PC-CP
Mr Oscar ALARCON JIMENEZ	Administrative Officer / Administrateur Co-Secretary to the CDPC / Co-secrétaire du CDPC
Ms Anita VAN DE KAR-BACHELET	Administrative Officer / Administrateur Secretary to the PC-OC / Secrétaire du PC-OC
Ms Giulia LUCCHESI	Administrative Officer / Administrateur
Mr Alexander SEGER	Executive Secretary of the Cybercrime Convention Committee (T-CY) / Secrétaire Exécutif du Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY) Head of Cybercrime Programme Office of the Council of Europe (C- PROC) / Chef du Bureau de Programme du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité (C-PROC) Head of Cybercrime Division / Chef de la Division Cybercriminalité
Ms Marjaliisa JÄÄSKELÄINEN	Assistant / Assistante
Mr Lucas ANDRIEUX	Trainee / Stagiaire

**Office of the Commissioner for Human Rights / Bureau du Commissaire aux droits de l'homme**

Mr Matthieu BIRKER	Adviser / Conseiller
--------------------	----------------------

**Interpreters / Interprètes**

Mme Lucie DE BURLET  
Mme Cynera JAFFREY  
Mme Isabelle MARCHINI

**ANNEXE II**

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 21/08/2018

CDPC(2018)OJ1

**Comité Européen pour les Problèmes Criminels  
(CDPC)**

**74ème Session plénière**

**Ordre du jour**

Strasbourg (France), 5 au 7 juin 2018  
Conseil de l'Europe, Palais de l'Europe, Salle 9

Ouverture à 9h30, Mardi  
Clôture à 17h30, Jeudi

L'ordre du jour et les documents du meeting sont disponibles sur le site internet

[www.coe.int/CDPC](http://www.coe.int/CDPC)

E-mail: [dgi-cdpc@coe.int](mailto:dgi-cdpc@coe.int)



**1. Ouverture de la réunion****2. Adoption de l'ordre du jour**

Projet d'ordre du jour

[CDPC\(2018\)8](#)

Ordre du jour annoté

Pour information :

[CDPC-BU\(2018\)2](#)

Liste des décisions de la réunion du Bureau du CDPC, 20-21 mars 2018

[CDPC\(2017\)27](#)

Liste des décisions de la 73ème Réunion plénière du CDPC, 28 Novembre – 1 Décembre 2017

**3. Activités et priorités du CDPC pour 2018-2019**

[Mandat](#)

Mandat pour les années 2018-2019

[CM/Res\(2011\)24](#)

Résolution concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leurs mandats et leurs méthodes de travail

**4. Activités relatives au crime organisé transnational : Plan d'Action****a. État d'avancement dans la mise en œuvre du plan d'action**

[Livre blanc](#)

Livre blanc (Veillez noter que ce document fait 54 pages)

[CDPC\(2015\)17Fin](#)

Plan d'action du Conseil de l'Europe sur la lutte contre le crime organisé transnational (2016-2020)

[CDPC\(2018\)11](#) (en anglais uniquement)

Document de travail présentant les activités déjà mises en œuvre ou actuellement mises en œuvre, et celles qui sont prêtes à être mises en œuvre.

**b. Protection des témoins et des collaborateurs de justice**

[CDPC\(2016\)18](#)

Révision de la Recommandation Rec(2005)9 relative à la protection des témoins et des collaborateurs de justice

[CDPC \(2017\)21Rev](#) (en anglais uniquement)

Rapport sur l'évaluation des réponses au questionnaire : Révision de la Recommandation Rec(2005)9 relative à la protection des témoins et des collaborateurs de justice

[CDPC\(2017\)25](#) (en anglais uniquement)

Projet de mandat du Groupe de rédaction chargé de réviser la Recommandation Rec(2005)9 relative à la protection des témoins et des collaborateurs de justice

[CDPC\(2018\)10](#)

Rapport sommaire de la première réunion du groupe de rédaction chargé de réviser la Recommandation Rec(2005)9 relative à la protection des témoins et des collaborateurs de justice

**c. Activités mises en œuvre par le PC-OC (cette partie sera examinée sous le point 7 du PC-OC)**

[PC-OCMod\(2017\)04Bil.Addrev2  
Extrait](#)

Bilan des réponses au questionnaire concernant l'application du Deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale (ETS n°182) (extrait)

Extrait de la liste des décisions

[PC-OC\(2017\)06 – extrait](#)

de la Plénière du PC-OC (22-24 mai 2017, décision 4.b) et

[PC-OCMod\(2017\)09 – extrait](#)

du dernier PC-OC Mod (26-28 septembre 2017, décision 4.a)

[PC-OC\(2017\)08Bil.](#)

Projet de lettre invitant les Parties à examiner les réserves

[CDPC\(2017\)1Rev](#) (en anglais uniquement)

Catalogue des réseaux judiciaires internationaux de pertinence dans la lutte contre le crime organisé transnational – Rapport

[PC-OCMod\(2017\)07rev](#) (en anglais uniquement)

Préparation de la réunion pour promouvoir l'interconnexion entre les réseaux judiciaires internationaux

**5. Conseil de coopération pénologique (PC-CP) – Echange de vues avec le Président, M. Dominik Lehner**

[PC-CP\(2018\)2](#)

Rapport sommaire de réunion de la 17<sup>ème</sup> réunion du Groupe de travail du PC-CP, 22-24 janvier 2018

[PC-CP\(2018\)8](#)

Rapport sommaire de réunion de la 18<sup>ème</sup> réunion du Groupe de travail du PC-CP, 11-13 avril 2018

[PC-CP\(2018\)9](#)

Rapport de réunion sommaire des correspondants nationaux du LINCS (16-17 avril 2018)

[Mandat](#)

Projet de mandat pour 2018-2019

**a. 23<sup>ème</sup> Conférence des Directeurs des services pénitentiaires et de probation, Jõhvi, Estonia (19-20 juin 2018)**

[Projet de programme](#)

Programme de la Conférence et du [site internet](#)

**b. Recrutement et formation des personnels pénitentiaires et de probation**

[PC-CP\(2018\)5rév](#)

Recrutement et formation des personnels pénitentiaires et de probation : document de définition.

**c. Justice réparatrice**[PC-CP\(2017\)6rév8](#)

Projet de Recommandation concernant la justice réparatrice dans le domaine pénal

[PC-CP\(2017\)12rév5](#)

Commentaire de la Recommandation concernant la justice réparatrice dans le domaine pénal

[CDPC\(2018\)2](#) (en anglais uniquement)

Recueil des commentaires sur l'adoption de la Recommandation concernant la justice réparatrice dans le domaine pénal

**d. Révision du commentaire sur les règles pénitentiaires européennes**[PC-CP\(2018\)1rev2](#)Commentaire révisé de la Recommandation CM/Rec(2006)2 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les Règles pénitentiaires européennes, et suggestion d'amendements au texte de la Recommandation lui-même (Veillez noter que ce document fait 84 pages)[PC-CP\(2018\)4rév](#)

Rapport d'analyse

**6. Surpeuplement dans les prisons**[CM\(2016\)121-add3](#)

Livre blanc sur le surpeuplement carcéral

[CDPC\(2016\)22](#)  
[CDPC\(2017\)10](#)

Résumés exécutifs des deux réunions du sous-groupe du CDPC sur le surpeuplement carcéral, 7 décembre 2016 / 7 juin 2017

[Lien vers les documents CM](#)

Débat thématique sur les conditions de détention – Comité des Ministres, 13 mars 2018

[CDPC\(2018\)7](#)

Conférence sur la surpopulation carcérale – Document de réflexion

**7. Comité d'experts sur le fonctionnement des conventions européennes sur la coopération dans le domaine pénal (PC-OC) – Echange de vues avec le Président, M. Erik Verbert**[Projet de l'ordre du jour](#)74<sup>ème</sup> réunion plénière du PC-OC, 19-21 juin 2018[Projet de programme](#)

Session extraordinaire sur la Convention Européenne d'extradition (20 juin 2018)

[PC-OCMod\(2018\)04](#)Liste des décisions de la 25<sup>ème</sup> réunion du PC-OC Mod, 20-22 novembre 2017

<a href="#">PC-OC(2017)10</a>	Liste des décisions de la 73 <sup>ème</sup> réunion plénière du PC-OC, 20-22 novembre 2017
<a href="#">PC-OCMod(2018)01</a> (en anglais uniquement)	Aperçu des éventuelles mesures non contraignantes visant à améliorer le fonctionnement de la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées et de son protocole additionnel
<a href="#">PC-OCMod(2017)08Bil.rev.2</a> <a href="#">Extrait</a>	Législation, modèle d'accord et pratique en matière de partage des actifs (extrait)
<a href="#">PC-OC(2017)09</a> (en anglais uniquement)	Document de travail sur les questions éventuelles à traiter dans un instrument contraignant (convention) du Conseil de l'Europe traitant de la coopération internationale en matière de gestion, de recouvrement et de partage des avoirs préparé par Mr. Vladimir ZIMIN (Fédération de Russie)
<a href="#">PC-OC(2015)15rev.4BIL</a>	Mesures de restriction dans les cas d'extradition Réponses à une question posée par M. Vladimir ZIMIN (Fédération de Russie)
<a href="#">Mandat</a>	Projet de mandat pour 2018-2019

### **8. Révision des dispositions modèles ; question des sanctions administratives**

<a href="#">CDPC(2017)14</a>	Dispositions types pour les conventions pénales du Conseil de l'Europe
<a href="#">CDPC(2017)15</a>	Addendum au document sur les dispositions modèles - Projet d'éléments pour un rapport explicatif
<a href="#">CDPC(2018)9rév</a>	Projet de questionnaire sur les sanctions administratives (la version révisée)

### **9. Victimes**

<a href="#">CDPC(2018)6rev</a> (en anglais uniquement)	Résultat du questionnaire consacré à la Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes du Conseil de l'Europe, ETS n° 116, et propositions de suivi
<a href="#">CDPC(2016)14</a>	Document d'information sur les victimes

### **10. Liens entre criminalité organisée et terrorisme**

<a href="#">CODEXTER(2017)4</a> (en anglais uniquement)	Rapport sur les liens entre le terrorisme et le crime organisé transnational
---	--

<a href="#">Programme</a>	Programme de la Conférence sur le terrorisme et le crime organisé
<a href="#">Conclusions</a>	Conclusions de la Conférence
<a href="#">CDPC(2018)5</a> (en anglais uniquement)	Suivi de la conférence
	<b>11. Terrorisme</b>
	Liste des décisions
<a href="#">CDCT(2018)5</a>	de la 1 <sup>ère</sup> réunion plénière du CDCT, 16-18 mai 2018 et
<a href="#">CODEXTER(2017)9</a>	de la 33 <sup>ème</sup> réunion plénière du CODEXTER, du 22 au 24 novembre 2017
envoyé le 25/5	Stratégie contre-terrorisme du Conseil de l'Europe (2018-2022)
<a href="#">CM/Rec(2018)6</a>	Recommandation sur les « terroristes agissant seuls » en relation avec des crimes graves incluant des actes de terrorisme et
<a href="#">CM(2018)28-add2</a>	son Exposé des motifs
	<b>12. Trafic de migrants</b>
<a href="#">CDPC(2016)3</a>	Législations nationales relatives au trafic de migrants dans les Etats membres du Conseil de l'Europe
<a href="#">CDPC(2016)4rév</a>	Prévention et répression du trafic de migrants dans les Etats membres du Conseil de l'Europe - "Comment aller de l'avant ?"
<a href="#">Programme</a>	Programme de la Conférence
<a href="#">Conclusions</a>	Conclusions de la Conférence
<a href="#">CDPC(2017)26</a>	Suivi de la Conférence sur le trafic de migrants

[CDPC\(2018\)3rév](#)  
[CDPC\(2018\)4rév](#) Documents de travail des deux groupes de travail sur le trafic de migrants

### **13. Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY)**

[T-CY\(2018\)16](#) Guide de discussion

[T-CY\(2017\)3](#) Mandat pour la préparation d'un projet de 2<sup>ème</sup> Protocole additionnel à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité

[T-CY\(2017\)36](#) Rapport de réunion de la 18<sup>ème</sup> plénière du T-CY, 7 – 28 novembre 2017

[T-CY\(2018\)18](#) Rapport sommaire de la 3<sup>ème</sup> réunion du Groupe de rédaction du Protocole du T-CY, 11 – 13 mai 2018

[T-CY\(2018\)8](#) Rapport sommaire de la 2<sup>ème</sup> réunion du Groupe de rédaction du Protocole du T-CY, 31 janvier – 2 février 2018

[T-CY\(2017\)21](#) Rapport sommaire de la 1<sup>ère</sup> réunion du Groupe de rédaction du Protocole du T-CY, 19-20 septembre 2017

### **14. Avis du CDPC sur la Recommandation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe**

[Recommandation](#) Recommandation 2121 (2018) - Argument en faveur de la rédaction d'une convention européenne sur la profession d'avocat

[Lettre](#) (en anglais uniquement) Lettre du Conseil des Barreaux et Barreaux d'Europe (CCBE)

[Contribution](#) Contribution du CCBE sur la proposition de Convention Européenne sur la profession d'avocat

[Statistiques](#) (en anglais uniquement) Statistiques du CCBE

### **15. Informations fournies par le Secrétariat**

#### **a. Égalité de genre**

[Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'égalité des genres](#) Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'égalité des genres 2014-2017

[CDPC\(2016\)15](#) (en anglais uniquement) Points possibles à traiter pour le nouveau rapporteur sur l'égalité des genres du CDPC

[CDPC\(2017\)19](#) (en anglais uniquement) Une perspective de genre sur la falsification des produits médicaux et des crimes similaires (document de réflexion)

**b. Convention européenne sur les infractions visant des biens culturels**

[CM\(2017\)32-final](#) Convention européenne sur les infractions visant des biens culturels

[CM\(2017\)32-addfinal](#) Rapport explicatif

**c. Médicrime**

[Charte](#) Charte des signatures et des ratifications du Traité 211

**d. Trafic d'organes humains**

[Communiqué de presse](#) (en anglais uniquement) Communiqué de presse du Parlement d'Australie

**e. Comité de Bioéthique (DH-BIO) – Echange de vues avec la Présidente, Mme Beatrice Gabriela Ioan**

[Guide](#) Le guide sur l'interdiction du profit

**16. Divers**

**17. Dates des prochaines réunions**

- 75e réunion plénière du CDPC : la semaine du 26 au 30 novembre